

PHOTO JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Qu'est-ce qui fait courir les acteurs politiques, économiques, culturels et universitaires ces temps-ci? Les Entretiens Jacques Cartier, bien sûr!

Montréal s'apprête à accueillir, du 1^{er} au 4 octobre, cet événement qui exprime une volonté de rassemblement des grands esprits. Au cours de 17 colloques, des conférenciers venus des quatre coins du globe partageront avec un public avide de connaissances de précieuses informations sur des sujets aussi variés que le vieillissement des populations, la pathogénèse du sida, la réglementation des infirmités ou la société et le musée.

Depuis les premiers Entretiens, tenus en 1987, Montréal et Lyon ont tour à tour accueilli cet événement qui unit chaque année les deux grandes villes francophones. Une féroce compétition — menée en toute amitié — lie les deux villes l'une à l'autre car elles sont toutes deux en lice pour le titre de deuxième plus grande ville francophone au monde.

Le Québec est l'hôte des Entretiens cette année, et pour la troisième fois, comme le veut la tradition qui nous prête l'événement tous les quatre ans. En fait, on peut parler d'une véritable histoire d'amour entre Montréal et Lyon dont le maire, l'ancien premier ministre de la France Raymond Barre, sera lui-même présent à Montréal cette année.

En marge de cette rencontre annuelle, une authentique coopération franco-québécoise est à l'œuvre, grâce à de nombreux échanges entre chercheurs d'universités québécoises et françaises. Le Centre Jacques Cartier, une initiative du Lyonnais Alain Bideau, encourage ainsi un type d'alliance universitaire qui unit des villes canadiennes, principalement Montréal, à des jumelles de la région Rhône-Alpes.

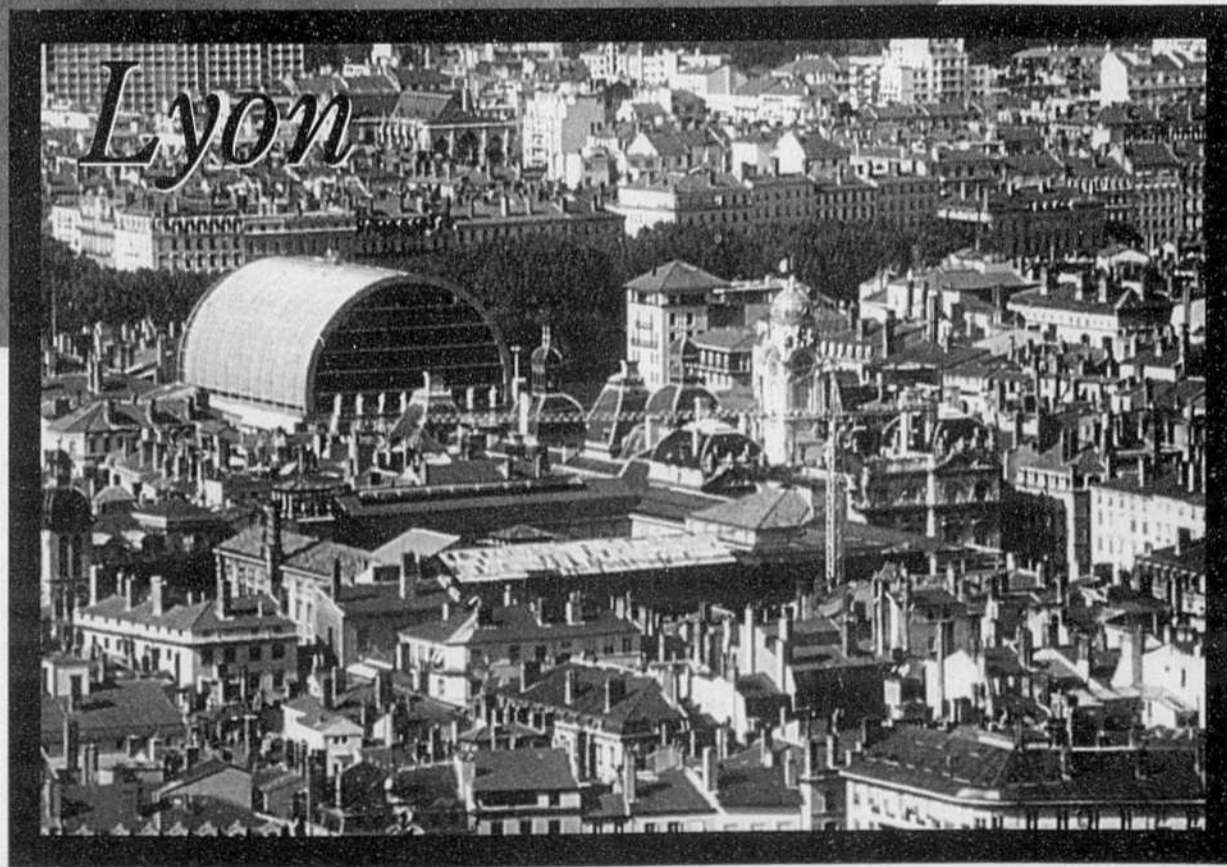
Les Entretiens Jacques Cartier donnent l'occasion à des entreprises québécoises, puisque c'est chez nous que cela se passe cette année, de s'associer à l'événement — l'Université de Montréal, patronne des Entretiens en sol québécois, Hydro-Québec, le Mouvement Desjardins, la Caisse de dépôt et placement du Québec, le Centre canadien d'architecture, Bell Canada et la Ville de Montréal.

Les pages qui suivent présentent de plus amples informations sur les différents colloques de même que sur la région française Rhône-Alpes, avec une entrevue accordée au *Devoir*, pour l'occasion, par le maire Raymond Barre. On fera aussi plus ample connaissance avec son dynamique adjoint Alain Bideau, directeur du Centre Jacques Cartier: sans ce Lyonnais venu un jour au Québec purement et simplement par souci universitaire, habité depuis par une passion pour la Belle Province, les Entretiens n'auraient certainement jamais vu le jour!

Marie-Andrée Chouinard

La rencontre des grands esprits

aux neuvièmes
Entretiens
Jacques Cartier



SOURCE VILLE DE LYON

♦ ENTRETIENS JACQUES CARTIER ♦

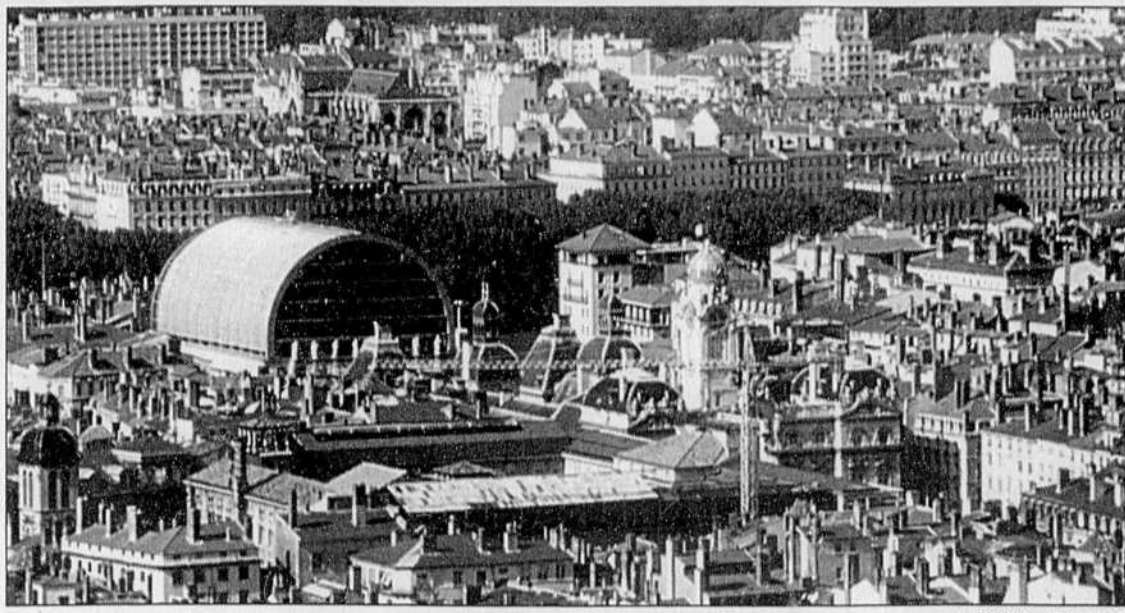


PHOTO ARCHIVES

Entre autres projets, Montréal fera usage de l'expertise de Lyon en matière de mise en lumière de monuments et d'édifices.

Une poignée de main scientifique France-Québec

Les grands esprits traversent l'Atlantique pour mettre en commun des efforts de recherche

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

Alain Bideau, créateur des Entretiens Jacques Cartier, n'est pas peu fier. Sa première œuvre, le Centre Jacques Cartier, fête ses douze ans cette année. Les Entretiens approchent la décennie. Depuis 1991, un Fonds du même nom a vu le jour. Mais voilà ce qui le rend le plus rose de fierté et de contentement: l'esprit de coopération qui a pris racine, depuis la genèse des «entreprises» Jacques Cartier, entre le Québec et la région Rhône-Alpes.

«Il y a de nombreux projets de collaboration universitaire entre le Québec et la région rhônalpine», explique M. Bideau, lui-même associé, à titre de démographe historien, à l'une de ces recherches. Et ils couvrent tous les domaines!

Même si la majorité de ces projets de collaboration fourmillent davantage entre Montréal et Lyon — deux métropoles dans leurs régions respectives —, certains unissent des chercheurs de Chicoutimi avec d'autres d'Annecy, en Savoie, alors que d'autres encore jumellent Lyon avec Sainte-Foy, Calgary, Guelph, Hamilton ou Ottawa.

«Il y a des projets là-dedans qui sont plus que spécialisés et qui ne diraient pas grand-chose à la majorité des gens, poursuit Alain Bideau. Si je vous disais que l'Université de Savoie et l'Université Concordia travaillent ensemble sur la prédiction et l'évaluation de la qualité de l'air, c'est à peu près compréhensible, mais je peux vous nommer aussi l'École des mines de Saint-Etienne et l'Université du Québec à Trois-Rivières qui travaillent sur des biocapteurs à base de cellules végétales... Il y en a vraiment pour tous les goûts!»

Mais Alain Bideau s'emballe soudain lorsqu'il est question d'un certain projet de coopération franco-québécoise, en marche depuis déjà près de vingt ans, et qui a entrepris sa belle histoire d'amitié avec «les collègues de l'Université de Montréal».

Débarqué à Montréal au milieu des années 70 justement pour venir fouiner dans les technologies utilisées au département de démographie de l'UdeM, le démographe historien occupé à se concocter une banque de données sur la concentration géographique de sujets atteints d'une même maladie dans la région Rhône-Alpes cherchait un moyen rapide et efficace de cumuler les données. Il ne lui manquait que le génie informatique pour parvenir à ses fins.

«Alain avait entendu parler de notre propre banque de données, tout à fait similaire avec celle qu'il souhaitait monter», explique Bertrand Desjardins, également démographe, ami de longue date d'Alain Bideau et chercheur à l'UdeM. Il s'est dit: «pourquoi me taper tout le travail alors que je peux peut-être profiter de l'expertise de collègues québécois...»

Alain Bideau s'envolait ainsi pour le Québec pour la toute première fois, mais non la dernière! L'équipe de chercheurs en démographie de l'UdeM était en train d'élaborer une gigantesque banque de données — et le projet existe toujours — dans le but d'établir les biographies de tous les Canadiens français des XVII^e et XVIII^e siècles.

«Il a frappé à notre porte précisément parce qu'il était curieux de connaître nos moyens informatiques», poursuit M. Desjardins, qui s'est lui-même rendu à Lyon à plusieurs reprises dans le cadre de ce partenariat franco-québécois. À partir de cette première rencontre, nous avons trouvé tout naturel de prolonger notre collaboration en exploitant en commun nos banques de données.»

Depuis, chaque année a vu naître un nouveau projet de recherche qui permet toujours d'effectuer des études de nature comparative entre les sujets contenus dans les deux banques de données. «Grâce à nos deux banques ana-

logues, nous avons observé par exemple le phénomène des lois biologiques de la fécondité», explique Bertrand Desjardins. Les lois de la nature étaient-elles les mêmes en France et en Nouvelle-France à pareille époque? Avait-on des enfants au même rythme et aux mêmes moments?»

Longtemps, cette collaboration qui unissait l'UdeM aux Centre d'études démographiques de l'Université Lumière Lyon 2, s'est traduite par des «missions de recherche», deux ou trois fois l'an, de part et d'autre de l'Atlantique.

Exemple parmi tant d'autres, l'expérience qui unit l'équipe de l'UdeM à celle de Lyon a débouché sur beaucoup plus que des résultats démographiques. «C'est devenu une amitié profonde entre collègues lyonnais et montréalais», explique Bertrand Desjardins, qui a une admiration sans bornes pour Alain Bideau qu'il surnomme amicalement l'«ouragan ambulante».

Conséquence la plus concrète de ces recherches communes: les publications scientifiques, qui symbolisent fort bien le partage des efforts et des idées. En parallèle avec cette action, le Centre Jacques Cartier a vu le jour en 1984 et l'un de ses principaux mandats est d'appuyer financièrement, en lançant un appel d'offres, des projets de coopération entre la France et le Canada.

Douze ans plus tard et des centaines de milliers de francs après, le Centre et son directeur se font une joie d'avoir facilité le travail entre laboratoires d'ici et de là-bas — au-delà de 300 projets ont reçu un coup de pouce — en payant essentiellement les frais de transport aérien.

Sur la route du parfait partenariat

À l'Université du Québec à Montréal (UQAM), le directeur du département d'études urbaines et touristiques, Luc-Normand Tellier, participe lui aussi à une expérience du genre depuis un peu plus d'un an dans un projet dont le but est d'établir des comparaisons «urbaines» entre les périphéries montréalaises et lyonnaises. «C'est un partenariat unique parce que ça nous permet d'être en contact direct avec des gens de Lyon», explique M. Tellier, qui ajoute cependant qu'un rapprochement de ce type ne se fait pas sans heurts.

Qui dit rencontre avec autrui dit également mentalité différente, nouvelle façon de fonctionner. Ce qui donne lieu parfois à de légers conflits, «rien de trop grave bien sûr, et il aurait d'ailleurs fallu un miracle pour que tout fonctionne bien dès le départ». Le projet qui unit l'UQAM à l'Université Jean-Monnet, à Saint-Etienne — en banlieue de Lyon —, a d'abord été rendu possible dans le cadre d'échanges financés par le gouvernement du Québec et celui de la France. Puisqu'il impliquait une université de la région Rhône-Alpes, l'appui du Centre Jacques Cartier s'y est tout naturellement greffé.

«Ça m'a tout de même permis de renouer avec Lyon qui est devenue une ville superbe, avec ses façades nettoyées, illuminées», confie M. Tellier, qui souhaiterait parfois que les choses évoluent un peu plus rapidement et que la collaboration «débouche sur des publications, autre chose qu'une simple mise en commun de données» — le manque de financement expliquant en partie la lenteur des choses.

La coopération franco-québécoise respicillera d'ailleurs bientôt de tous ses feux dans le Vieux-Montréal puisque, comme on l'apprenait récemment, la ville de Montréal fera usage de l'expertise de Lyon en matière de mise en lumière de monuments et d'édifices. Le maire de Lyon, Raymond Barre, inaugurera ainsi la «mise en lumière de la rue Saint-Paul», en compagnie du maire de Montréal, Pierre Bourque, lors de sa venue prochaine. N'est-ce pas là un exemple éloquent d'une «brillante» collaboration?

Les entretiens

Jacques



Cartier

Vers un nouveau paradigme réglementaire en matière d'inforoute?

3 et 4 octobre

Au Musée des beaux-arts de Montréal

1379, rue Sherbrooke Ouest, Montréal

Mesurer et maîtriser les effets externes du transport

2 au 4 octobre

Hôtel Delta Montréal

Salon Ravel

450, rue Sherbrooke Ouest (entrée 475, avenue Président-Kennedy), Montréal

Pathogénèse du sida: rôle des facteurs viraux et de l'hôte

1^{er} au 4 octobre

Hôtel le Chanteclerc

1474, chemin Chanteclerc, Sainte-Adèle

Les «nouvelles» infrastructures urbaine, à l'heure du développement durable

3 et 4 octobre

Hôtel Delta Montréal

Salon Opus II

450, rue Sherbrooke Ouest (entrée 475, avenue Président-Kennedy), Montréal

Structure et dynamique fonctionnelle des protéines

1^{er} au 4 octobre

Hôtel le Chanteclerc

1474, chemin Chanteclerc, Sainte-Adèle

Applications des méthodes formelles aux développements de systèmes: télécommunications, systèmes VLSI et systèmes de contrôle-commande temps réel

2 au 4 octobre

Centre de recherche

informatique de Montréal (CRIM)

1801, avenue McGill College, Montréal

L'hôpital de demain: quels seront ses rôles?

2 au 4 octobre

Hôtel Delta Montréal

Salon Opus II

450, rue Sherbrooke Ouest (entrée 475, avenue Président-Kennedy), Montréal

Surfaces et interfaces des matériaux avancés

2 au 4 octobre

École polytechnique de Montréal Campus de l'Université de Montréal

1500, chemin Polytechnique, Montréal

Pauvreté urbaine et santé publique: modes de connaissance, formes d'action

3 et 4 octobre

Colloque fermé

Le vieillissement des populations revisité

2 au 4 octobre

Chapelle historique

du Bon Pasteur

100, rue Sherbrooke Est, Montréal

Les nouveaux lieux culturels

2 au 4 octobre

Usine C

1345, avenue Lalonde, Montréal

L'Union européenne de l'an 2000: défis et perspectives

3 et 4 octobre

Hôtel Ritz-Carlton

Salon Or et Gris

1228, rue Sherbrooke Ouest, Montréal

La société et le musée: l'une change, l'autre aussi

2 au 4 octobre

Centre canadien d'architecture

1920, rue Baile, Montréal

Fleuve et patrimoine

30 septembre

et 1^{er} octobre

Musée de la civilisation

85, rue Dalhousie, Québec

Les enjeux de l'emploi: à la recherche de solutions au chômage

2 au 4 octobre

École des hautes études

commerciales

3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal

Le CRIM, pour se maintenir dans le peloton de tête

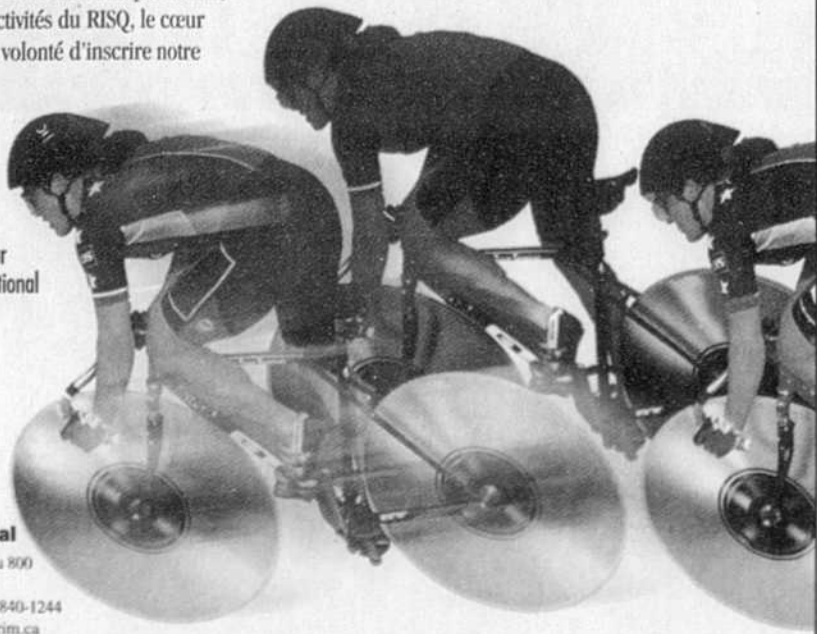
Depuis plus de dix ans, le Centre de recherche informatique de Montréal est fermement engagé dans l'orientation stratégique et le développement de l'autoroute de l'information. Il met au service de l'industrie québécoise et canadienne son expertise, celle de ses membres universitaires et institutionnels et de ses partenaires. Un tel réseau permet à nos entreprises de se positionner comme chefs de file dans la création de contenus, d'outils et de services afin qu'elles tirent avantageusement parti de l'autoroute de l'information.

En s'engageant dans le développement de l'inforoute et en parrainant, avec ses partenaires, l'implantation et les activités du RISQ, le cœur de l'Internet québécois, le CRIM affirme sa volonté d'inscrire notre industrie aux premiers rangs des marchés mondiaux.

Le CRIM remercie ses partenaires ainsi que les commanditaires et les participants à INET'96 pour leur contribution au succès du 6^e congrès international de l'Internet Society.



Centre de recherche informatique de Montréal
1801, avenue McGill College, bureau 800
Montréal (Québec) H3A 2N4
Tél.: (514) 840-1234 Téléc.: (514) 840-1244
info-crim@crim.ca http://www.crim.ca



• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

Alain Bideau a réalisé son rêve

Le père des Entretiens Jacques Cartier voit grand pour la coopération franco-québécoise

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

On dit de lui qu'il est une véritable «dynamo» — et on précise que le terme est faible — un ouragan en puissance, un passionné qui a de la suite dans les idées. Alain Bideau, le père du Centre Jacques Cartier et des Entretiens qui en découlent, donne dans la démesure, est rompu à la science de l'organisation et carbure aux idées de grandeur.

«Mon rêve est très simple: j'aimerais que les Entretiens Jacques Cartier deviennent un passage obligé, une sorte de petit Davos auquel tous les grands esprits souhaiteraient être invités.» Sans vouloir reproduire le World Economic Forum de Davos, rendez-vous annuel des «grands» du monde entier, il espère atteindre à plus petite échelle la notoriété et la solide réputation que l'événement suisse a acquises.

Il n'a que 50 ans, mais son carnet de réalisations est bien rempli. Lyonnais de souche mais Québécois d'adoption, ses nombreux passages annuels dans la métropole lui ont donné des ailes. Lorsqu'il est à Montréal, ses idées vagabondent vers Lyon. Mais lorsqu'il est là-bas, son cœur bat la chamade pour Montréal.

«J'ai d'abord connu le Québec par la télévision, avec Félix assis sur son tabouret pour chanter son île. Mais c'est une rencontre purement scientifique qui m'a fait découvrir le Québec.» Démographe historien de formation et particulièrement intéressé par la génétique des populations, Alain Bideau concoctait à la fin des années 70 un projet de recherche — l'étude de la concentration géographique des maladies héréditaires à l'échelle régionale.

Impressionné et intrigué par une solide réputation que s'est taillée le Québec, et précisément le département de démographie de l'Université de Montréal, dans ce domaine et dans l'utilisation de moyens informatiques encore inconnus de la France, Alain Bideau traverse donc l'Atlantique pour la première fois avec un objectif purement scientifique. Il s'agissait de la première d'une longue série d'envolées.

Le pigeon voyageur de la science

Après quelques aller et retour Lyon-Montréal, une idée a germé dans l'esprit plus qu'occupé du pigeon voyageur. «Je trouvais déplorable que les universitaires, les chercheurs, le monde politique, les gens d'affaires et de culture ne se rencontrent pas et qu'ils s'ignorent, explique-t-il. Je me suis dit, il faut absolument créer un lieu de rencontre pour tous ces gens et nous allons le faire en développant une coopération avec un autre pays.»

C'était en 1984 et de cette initiative sont nés le Centre Jacques Cartier (1984), les Entretiens Jacques Cartier (1987) et, plus récemment, le Fonds Jacques Cartier (1991). Pourquoi avoir choisi le nom du «découvreur du Canada»? «Même s'il n'a aucun lien avec la région Rhône-Alpes, Jacques Cartier a mis tout le monde d'accord: il appartient à la fois à la France, au Québec et au Canada», explique Alain Bideau, non seulement directeur du Centre mais également directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), adjoint au maire de Lyon (l'ancien premier ministre de la France, Raymond Barre), en plus d'être le grand manitou des Entretiens Jacques Cartier. «Il faut voir qu'à l'époque il y avait Tru-



Alain Bideau s'est un peu inspiré de la formule des congrès de l'ACFAS pour créer les Entretiens Jacques Cartier en leur donnant une dimension internationale.

deau au pouvoir et Lévesque de l'autre côté. Nous souhaitons avoir un partenaire privilégié, le Québec, mais travailler avec le Canada en même temps. C'était tout un exploit que de réussir à mettre tout le monde d'accord.»

Une soixantaine de partenaires — une poignée du Québec — sont membres du centre qui se définit comme «un regroupement du potentiel de recherche rhônalpin pour développer et élargir les actions de coopération avec le Canada et le Québec». Chaque année, le centre lance ainsi un «appel d'offres» et finance en partie des projets de coopération bilatérale d'un côté à l'autre de l'Atlantique.

Les idées sont nombreuses et plutôt variées: des équipes de Lyon et de Montréal se penchent sur les «graphes infinis en mathématiques discrètes»; d'autres de Annecy et de Chicoutimi effectuent l'«étude et le développement d'un capteur de champ électrique intense par effet électro-optique».

«En douze ans, nous avons financé plus de 300 projets différents dans une multitude de champs disciplinaires, s'ennorgueillit Alain Bideau. Et nous avons envoyé plus de 1000 jeunes rhônalpins étudier au Québec et ailleurs au Canada.» A cette entreprise lyonnaise se greffent, bon an mal an, les Entretiens Jacques Cartier qui visitent Montréal tous les quatre ans depuis leur création — 1988, 1992 et 1996.

«C'est un peu l'ACFAS qui m'a donné l'idée, avoue le québécois. Je me suis dit qu'en France on n'avait pas de tels grands rassemblements et j'ai alors eu l'idée des Entretiens. Il fallait conserver ce lien privilégié avec le Québec tout en donnant à l'événement une envergure internationale.» Depuis 1987, une série de colloques concernant des sujets très variés réunit ainsi universitaires et acteurs du monde poli-

tique, économique et culturel. Cette année, à Montréal, on y attend plus de 2500 participants et au-delà de 500 conférenciers provenant principalement de la France et du Québec, mais aussi d'autres pays d'Europe et du reste du Canada, des États-Unis, de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Australie.

Les Entretiens de la francophonie

Alain Bideau se fait d'ailleurs un devoir de respecter ce qu'il appelle la «règle des quatre quarts»: un quart d'invités français, un quart de Québécois, un autre d'Européens et enfin un dernier du reste du monde entier. «Avec ce système-là, je souhaite affirmer l'importance accordée à la francophonie à travers les Entretiens, ce qui en fait quelque chose d'unique.»

L'an dernier à Lyon, sur un budget de près de 800 000 \$ pour la huitième édition des Entretiens, plus de 100 000 \$ ont été versés dans la caisse de la traduction simultanée. «Sous prétexte que des anglophones ne comprennent pas un mot de français, nous n'allons pas tout faire en anglais, explique M. Bideau. Ça nous permet de faire des colloques scientifiques sur des sujets très pointus, avec des sommités, et tout ça en français!»

Tout organisé qu'il est, Alain Bideau étend ses tentacules jusqu'au processus de sélection des colloques d'une année à l'autre. Là encore, la logique prend le dessus. «Tous les colloques que nous choisissons s'insèrent parfaitement dans quatre catégories: nous avons des colloques qui sont le reflet de centres d'excellence tant rhônalpins que québécois, d'autres qui posent des problèmes de société, d'autres du domaine culturel et aussi économique.»

Au fil des ans, le livre de visite des Entretiens s'est noirci de mainte signature dont Alain Bideau est plus que fier. Il n'a cessé de le répéter: les Lucien Bouchard, Pierre Marc Johnson, Louis Tanguay, Jean-Claude Scraire, Claude Béland, Pierre Bourque et compagnie lui ont serré la pince à l'occasion d'une version montréalaise ou lyonnaise des Entretiens, ce qui fait sans doute dire au père de l'événement que l'ère du passage obligé n'est pas si lointaine.

Et le touche-à-tout a plus d'un tour dans son sac. Histoire d'élargir son bassin de participants et de toucher la corde grand public, Alain Bideau songe pour l'an prochain à un genre d'Expo science jeunesse, permettant à quelques dizaines de jeunes Québécois de venir présenter en France leurs projets scientifiques. En plus des jeunes, le monde du tourisme est directement visé par les projets de M. Bideau puisqu'il entend organiser l'an prochain un Salon du tourisme où plusieurs villes européennes viendraient exposer leur patrimoine culturel. L'invité d'honneur? Le Québec!

Avant que ne commence le bal, Alain Bideau retournera à ses amours de toujours, lui qui affirme «vivre avec le Québec au quotidien». On le verra sans doute se balader le long du Vieux-Port de Montréal, faire un saut au Toqué, casser la croûte au Rital, se délecter d'un tartare à L'Express ou entendre un concert de l'OSM. «C'est mon petit rituel montréalais...»



«Jacques Cartier a mis tout le monde d'accord, déclare Alain Bideau. Il appartient à la fois à la France, au Québec et au Canada!»

Hydro-Québec
rayonne à travers
le globe.

Des Philippines au Costa Rica, du Japon au Mali, le savoir-faire d'Hydro-Québec connaît un rayonnement mondial sans précédent. Active dans plus de 50 pays, Hydro-Québec International relève haut la main le pari de la globalisation des marchés.

Filiale d'Hydro-Québec, Nouveler est à la tête d'un groupe d'une trentaine d'entreprises qui commercialisent des produits de haute technologie. Convaincue que le progrès passe par la recherche, elle fait de l'innovation son cheval de bataille.

En se donnant le monde pour nouvel espace économique, Hydro-Québec contribue à l'émergence et à la croissance d'entreprises québécoises. C'est en exportant notre génie et en défrichant de nouveaux marchés que le Québec se construit un avenir meilleur.

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

Une région carrefour

Lyon rêverait bien de devenir un jour la seconde ville francophone du monde. Mais voilà...

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT
DU DEVOIR À PARIS

Lors du dernier sommet du G7, tenu à Lyon au printemps dernier, les Québécois de passage ne pouvaient s'empêcher de lever les yeux au ciel chaque fois qu'ils entendaient parler de Lyon comme de «la seconde ville francophone du monde». Inutile de dire que ce genre d'affirmations écorchait tout particulièrement l'oreille du Montréalais de naissance. Mais une fois pardonné ce petit travers bien hexagonal, on découvre que l'erreur ne faisait que souligner les points communs que partagent les deux villes.

Lyon et Montréal sont en effet des villes moyennes situées suffisamment loin des grandes métropoles internationales, comme New York et Paris, pour avoir un développement autonome. Toutes deux règnent sur une grande région industrielle et un bassin de population de plusieurs millions d'habitants.

Profonde restructuration économique

Le parallèle ne s'arrête pas là. Comme celle de Montréal, la région Rhône-Alpes est depuis plusieurs années en profonde restructuration économique. Vieille cité industrielle, Lyon a été la capitale du textile depuis que François 1^{er} accorda, en 1536, à deux Piedmontais le privilège d'y installer une industrie de la soie. Forcée de se moderniser, cette industrie a été progressivement remplacée par des secteurs de pointe comme les industries chimique, pharmaceutique et de la santé. Autres points communs avec la région de Montréal.

Mais là s'arrête la comparaison. À la différence de Montréal, la région Rhône-Alpes n'a pas eu trop à souffrir de cette conversion. «Lyon n'a

pas connu de grand séisme industriel comme l'est ou le nord de la France, grâce à la diversité de son économie faite de grandes et petites entreprises», explique Guy Mahler, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Lyon.

Guy Mahler est aussi président de Rhône-Mérieux, leader dans la production de vaccins vétérinaires et frère jumeau de Pasteur-Mérieux, qui a acheté il y a quelques années les laboratoires Connaught de Toronto. Né à Lyon il y a un siècle exactement, L'Institut Mérieux (aujourd'hui filiale de Rhône-Poulenc) dirige toutes ses activités internationales de son siège social Lyonnais.

«Il n'est plus nécessaire d'être à Paris pour être international», dit Guy Mahler. Lyon et sa région aimeraient bien convaincre un plus grand nombre d'entreprises de quitter la capitale. Mais dans un pays aussi centralisé que la France, ce combat n'est pas gagné d'avance. Lyon déploie

donc des trésors d'imagination pour attirer les investisseurs. En témoignent les luxueuses brochures que publie la ville, la plupart du temps en anglais.

Tirer parti du grand mouvement de migration

Lyon continue néanmoins de tirer parti du grand mouvement de migration vers le sud, déclenché en France il y a plusieurs années. La région a vu ses infrastructures de communication se développer considérablement. Au cœur du réseau de TGV européen, la seconde ville française est à moins de trois heures de Paris et de Marseille. Un nouveau TGV la mettra bientôt à portée de Turin, Milan et Barcelone.

Elle possède enfin, depuis peu, un tout nouvel aéroport international, Satolas, relié directement au réseau de TGV. Sans compter le canal Rhône-Rhin qui la mettra dans quelques années au centre d'un réseau de

transport fluvial. Peu de villes européennes peuvent se vanter d'être aussi bien desservies.

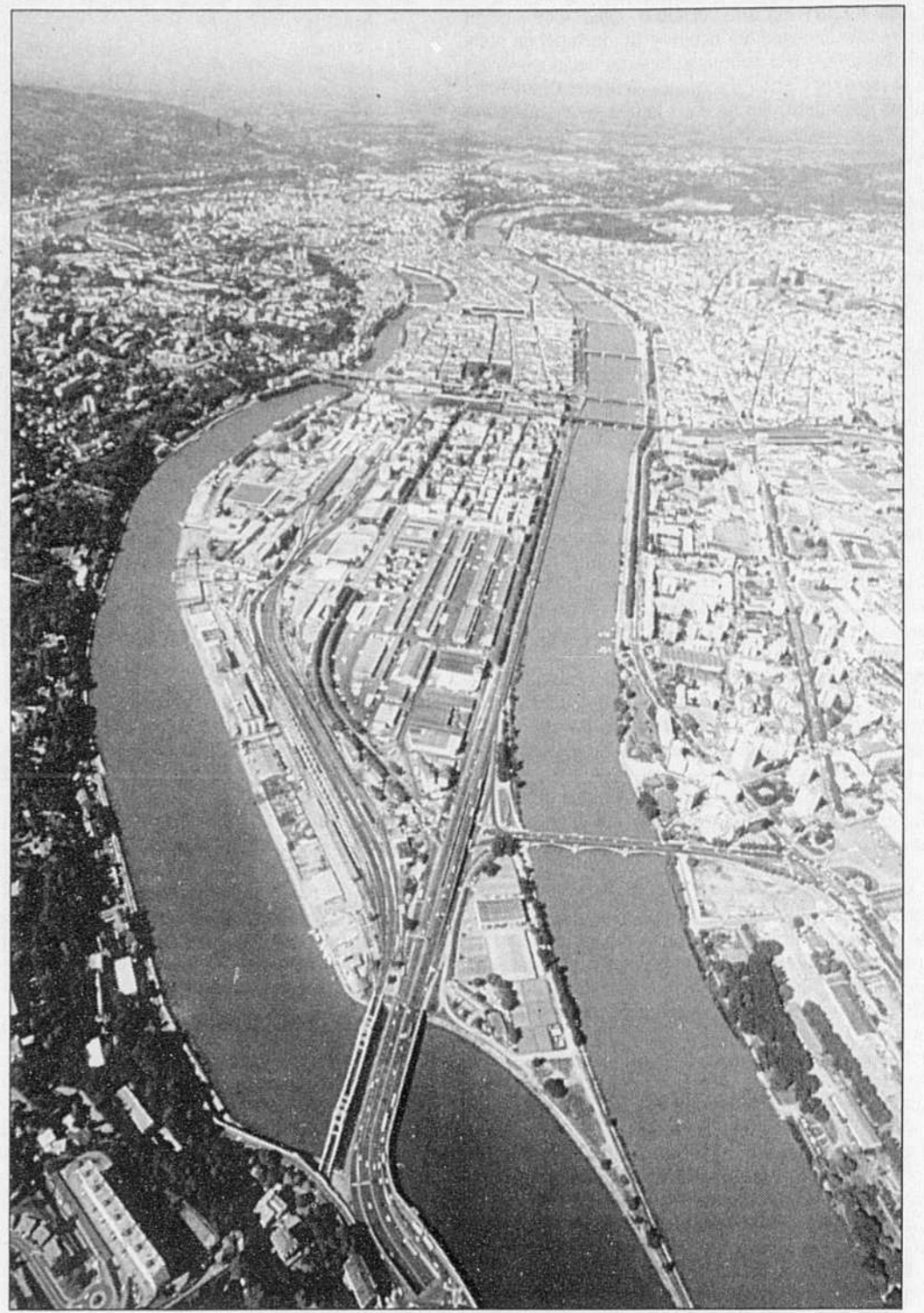
C'est même, peut-être, l'un des problèmes de Lyon. Les Lyonnais ne se plaignent-ils pas que les étrangers considèrent souvent leur ville comme un simple lieu de passage? Plusieurs grandes sociétés n'ont pourtant pas hésité à s'y arrêter. Ikéa, par exemple, y a établi son centre de distribution européen, desservant 12 pays. Hewlett Packard (1600 salariés) a aussi choisi d'y réaliser une grande partie de sa production européenne.

Pour les grandes sociétés internationales

La région est donc devenue le lieu d'implantation de grandes sociétés internationales. Le quart de l'investissement y est aujourd'hui tributaire de grands groupes étrangers. Mais la concurrence est forte. Depuis longtemps parmi les premières régions françaises à attirer les investissements étrangers, la région a été devancée en 1995 par celle de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, selon un rapport de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale publié en mars dernier.

«Nous aimerions bien que plusieurs grandes sociétés nées dans la région et qui ont déménagé leur siège à Paris reviennent s'installer à Lyon», dit Guy Mahler. Le président de Rhône-Mérieux voudrait aussi que le nouvel aéroport ne reste pas une coquille vide. La ville n'a pas de liaisons directes intercontinentales régulières avec les États-Unis, le Canada, l'Amérique du Sud et l'Extrême-Orient. Guy Mahler presse d'ailleurs Air Canada de rétablir sa liaison régulière avec Lyon.

Siège d'Interpol, d'Euronews et du Centre international de recherche sur le cancer, Lyon mène une concurrence féroce aux autres agglomérations de taille moyenne dans le monde. La ville a même envisagé d'obtenir les Jeux olympiques de 2004. De là à conclure qu'elle rêve un jour de raffer le titre de seconde ville francophone du monde... il n'y a qu'un pas.



Tout comme Montréal, Lyon règne sur une grande région industrielle et un bassin de population de plusieurs millions d'habitants.

PHOTO ARCHIVES

Le journalisme t'intéresse?

Tu es inscrit à temps plein dans un cégep ou un collège du Québec?

Alors le **Grand concours de JOURNALISME LE DEVOIR** est pour toi.

- Fais-nous parvenir un article critique (au moins 800 mots) sur une manifestation qui concerne la vie sociale et culturelle d'ici: par exemple un film, un livre, un événement culturel ou sportif.
- Parles-en à ton professeur de français car ce concours peut aussi être réalisé dans le cadre de tes cours.

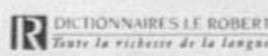
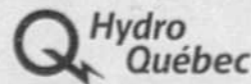
La date limite des envois des textes au journal *Le Devoir* est le 15 mars 1996. La remise des prix aura lieu à Québec le 29 mai 1996.

À gagner?

Plusieurs prix tels un ordinateur, des bourses d'études ou des dictionnaires, sans oublier la publication de ton article critique dans *Le Devoir*.

Pour en savoir plus au sujet des modalités de participation, informe-toi auprès de ton professeur de français.

LA FONDATION DU DEVOIR



Les partenaires

Les Entretiens nécessitent une organisation colossale et de solides partenaires

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

Quatre jours chargés de conférences, dix-sept colloques sur des thèmes tous aussi intéressants les uns que les autres, des personnalités de plusieurs domaines qui y feront une apparition, plus de 2500 participants attendus en plus de 500 conférenciers: les Entretiens Jacques Cartier nécessitent une organisation colossale et de solides partenaires.

Pour la troisième fois depuis les débuts de cette initiative lyonnaise, les Entretiens Jacques Cartier visitent Montréal. C'est donc l'Université de Montréal (UdeM) qui s'est transformée, l'espace de quelques jours, en grande patronne de l'événement. Six autres «partenaires» — Hydro-Québec, la Caisse de dépôt et placement du Québec, la Ville de Montréal, Bell Canada, le Mouvement des caisses Desjardins et le Centre canadien d'architecture — offrent un soutien financier à l'UdeM.

«L'université a été associée à cette entreprise dès le départ puisque nous avons été l'hôte des Entretiens en 1988, en 1992 avec les trois autres universités montréalaises et puis finalement cette année», explique Claire McNicoll, vice-rectrice aux affaires publiques à l'UdeM. Pour nous, la collaboration aux Entretiens est d'une grande importance.

Avec les autres partenaires, l'UdeM a effectué la sélection des colloques à partir d'une quarantaine de suggestions. «Il est important de souligner le fait que les Entretiens Jacques Cartier font véritablement la jonction entre le monde universitaire et celui des entreprises», explique Mme McNicoll. Il est intéressant de voir que le temps d'un colloque, des gens provenant d'univers très diversifiés ont la possibilité de confronter leurs visions et ainsi de susciter de nouveaux débats.

La facture originale des Entretiens Jacques Cartier plaît d'ailleurs beaucoup à ceux qui s'y associent. Chez Hydro-Québec par exemple, le partenariat de cette année s'est limité à une vingtaine de milliers de dollars destinés à soutenir l'organisation de l'événement (qui coûte au total près d'un million de dollars).

«Les années passées, nous avons été principalement associés aux colloques de nature scientifique mais cette année, notre appui se limite au financement», explique Nicole Gauthier-Roy, directrice des relations gouvernementales et institutionnelles chez Hydro.

Ces dernières années, Hydro a donc déjà appuyé des missions scientifiques entre universités québécoises et françaises sur des sujets très pointus et desquels l'entreprise pouvait de toute évidence tirer partie. «Hydro y voit un grand intérêt en terme de réseautage, d'échange d'informations, poursuit Mme Gauthier-Roy. Lorsqu'on y pense, il ne s'agit pas d'un investissement financier énorme à cause de tout ce que ça rapporte. C'est une démocratisation de la science, ni plus ni moins.»

Le cahier spécial *Les Entretiens Jacques Cartier* est publié par le quotidien *Le Devoir*

COORDINATION: Louise-Marie Houle

MISE EN PAGES: Benoît Munger

COLLABORATION: Marie-Andrée Chouinard, Christian Rioux

DIRECTION ARTISTIQUE: Roland-Yves Carignan

RÉVISION: Martin Duclos

CONSEILLÈRE PUBLICITAIRE: Marlène Côté



Jean-Claude Scraire, p.d.g. de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

PHOTO ARCHIVES

La touche francophone — la grande majorité des conférences se déroulent en français — n'est pas étrangère à l'intérêt suscité par l'événement. «Cet échange de connaissances entre gens d'ici et de là-bas se passe en français, ce qui est tout à fait intéressant et original en soi», poursuit Mme Gauthier-Roy, qui ajoute que la variété des thèmes, du culturel au scientifique en passant par l'économie et le social, fait une «sélection de colloques très équilibrée», ce qui intéresse l'entreprise québécoise.

C'est la première fois que la Caisse de dépôt et placement du Québec s'associe aux Entretiens version québécoise.

«Nous n'avons pas une dizaine d'occasions par année d'approfondir des sujets, de tenir des colloques importants avec des sommités et des gens étroitement liés à ces sujets mais venant d'horizons et de pays différents», explique Jean-Claude Scraire, p.d.g. de la Caisse de dépôt, qui était à Lyon l'an dernier lors des huitièmes Entretiens. C'est donc une occasion qui existait et que nous n'aurions pas manqué.

La Caisse de dépôt organisait cette année, de concert avec quelques autres organismes, le seul colloque économique, «Les enjeux de l'emploi: à la recherche de solutions au chômage». «Notre implication dans une réunion de la sorte démontre notre préoccupation à tous pour le sujet», explique M. Scraire. Le fait que ça se tienne à Montréal, que nous ayons déjà entrepris la réflexion l'an dernier, tout ça nous a incités fortement à s'associer aux Entretiens.

Certains sont devenus au fil des ans des incontournables des Entretiens, des partenaires spirituels vendus à l'idée de départ des colloques. L'ancien premier ministre Pierre Marc Johnson par exemple, ne manquerait pour rien au monde ce rendez-vous dont il est un fidèle participant depuis cinq ans.

«Il est évident que je ne peux pas manquer ça parce que j'y ai beaucoup d'amis d'abord et avant tout, et puis parce que je trouve que c'est une occasion fantastique pour des scientifiques québécois de toutes sortes de domaines de faire part de leurs travaux et de leurs perspectives. Ce sont des Entretiens extrêmement stimulants», explique M. Johnson, qui conclura les travaux du colloque économique en compagnie de Jean-Claude Scraire.

«Il est clair que dans le monde francophone, cette rencontre constitue un noyau d'une qualité exceptionnelle, réunissant des gens de milieux académiques, d'entreprises et des gouvernements, poursuit M. Johnson. Ça permet des échanges originaux et très riches.»

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

Raymond Barre, maire de Lyon*L'ancien premier ministre gouverne maintenant la seconde ville de France, devenue l'un des grands pôles économiques européens*CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

Confortablement installé dans un immeuble bourgeois de Saint-Germain-des-Près, il arbore un petit air de notable de province qu'il porte comme une fleur à la boutonnière. Et pour cause, il s'agit du très respectable maire de Lyon, Raymond Barre.

Celui qui fut, en 1979, le premier chef de gouvernement français à se rendre en visite officielle au Québec (et qui participe cette semaine aux Entretiens Jacques Cartier) n'a jamais quitté la scène politique. Membre du club sélect des anciens premiers ministres «en réserve de la nation», il a joint le geste à la parole en devenant maire de la seconde ville du pays. Une agglomération située au cœur de la région Rhône-Alpes, aujourd'hui l'un des grands pôles économiques européens.

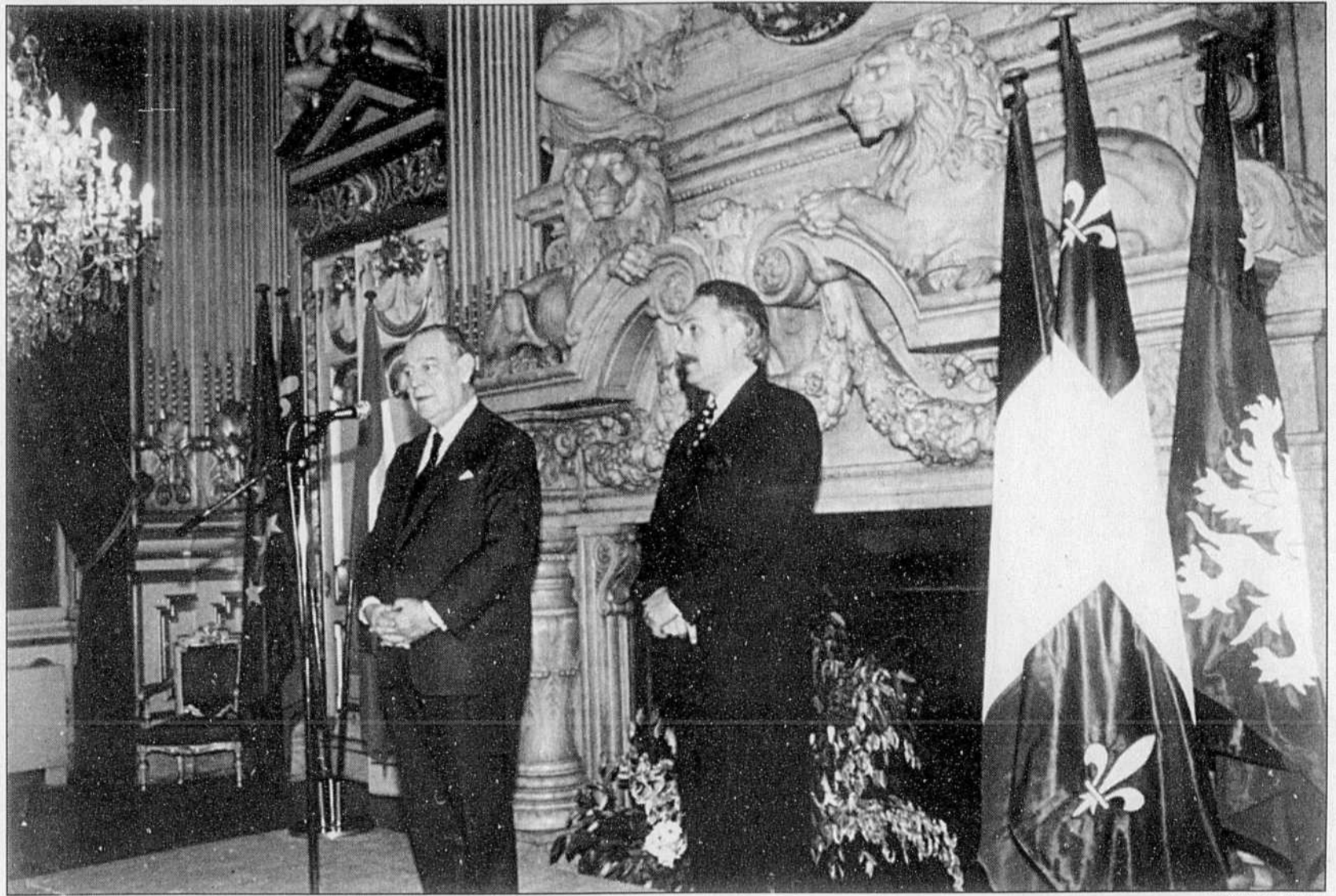
Au cœur de cette vaste région, le «professeur» Barre jouit donc d'un poste d'observation unique pour scruter l'évolution rapide que connaît le marché du travail. Une transformation qui, dit-il, n'a pas fini de bouleverser nos sociétés et à laquelle tous devront s'adapter.

Le Devoir: La France connaît, comme le Québec, un fort taux de chômage. Voyez-vous une sortie à la crise que connaissent les pays occidentaux?

Raymond Barre: *Je ne crois pas, d'abord, que l'on puisse parler d'une crise générale de l'économie mondiale. Quand j'observe les diverses régions du monde, je constate que les États-Unis connaissent une période brillante, que le Japon sort de la récession, que l'Amérique latine est en développement rapide.*

Ce sont simplement les pays européens qui ont des difficultés. Il y a un ralentissement de l'activité économique en Allemagne et en France. C'est le cycle conjoncturel qui se manifeste et je ne vois pas les raisons qui empêcheraient les économies européennes de repartir, à condition qu'elles assainissent leur système financier et retrouvent un climat favorable à l'investissement.

Je n'ai pas prononcé le mot emploi pour une raison très simple. C'est que les difficultés de l'emploi en Europe ne sont pas simplement liées au phénomène conjoncturel. Le ralentissement de l'activité économique explique pour une part l'accroissement du chômage, mais celui-ci dépend principalement de la rigidité du marché du travail et d'un système de protection sociale à propos duquel j'aime citer la formule du président Clinton sur le welfare state: «La sécurité sociale apporte aux Américains des chances mais ne saurait constituer un mode de vie.»



Raymond Barre sera à Montréal cette semaine pour participer aux Entretiens Jacques Cartier. On l'aperçoit ci-dessus en compagnie du directeur du Centre Jacques Cartier de Lyon, Alain Bideau.

Le Devoir: Il suffirait donc de suivre la recette américaine?

Raymond Barre: *Non, je dis à l'Europe de traiter ses problèmes. À l'Europe, surtout, de ne pas considérer que son système est le meilleur. Car, c'est ce que nous entendons un peu trop. Nous prêchons à beaucoup de pays*

l'adaptation, en particulier aux pays en développement. Nous devrions commencer à nous la prêcher à nous-même.

Ce qui fait la force des États-Unis, c'est qu'ils ont profondément restructuré leur économie, qu'ils ont une mobilité du travail très forte et que la flexibilité des conditions de travail y est beaucoup plus grande qu'ailleurs.

Il peut y avoir des recettes françaises ou canadiennes de flexibilité, il peut y avoir des méthodes françaises ou canadiennes pour la protection sociale. Mais il faut que ces méthodes ne détruisent pas l'incitation au travail. Dans des systèmes où les allocations distribuées par l'État finissent par assurer à ceux qui ne travaillent pas un revenu quasi équivalent à celui qu'ils obtiendraient du travail — la tentation de l'homme étant bien sûr d'être oisif — il est tout à fait normal qu'ils s'incrustent dans le chômage.

Par conséquent, pour remettre les choses sur les rails, il faut aborder courageusement le problème de l'État providence. Il faut que nous examinions un assouplissement des contraintes qui pèsent sur le marché du travail, du fait des lois, des conventions collectives, et que nous portions un plus grand intérêt à l'investissement. Je constate que dans beaucoup de pays les dépenses de consommation collective ont tendance à prédominer sur les dépenses d'investissement, notamment dans le budget de l'État.

Le Devoir: Mais la crise de l'emploi que nous connaissons n'a-t-elle pas des racines beaucoup plus profondes?

Raymond Barre: *Nous sommes en train de connaître la fin du taylorisme. Nous avions une conception du travail qui était celle du travail dépendant d'une institution, du travail à durée indéterminée principalement fourni par les entreprises. Tout cela change.*

Nous connaissons de plus en plus une situation où l'individu, par l'activité qu'il choisit ou qu'il crée, se donne lui-même un travail. Je serais même tenté de dire qu'il ne faut plus parler de travail mais qu'il faut parler d'activité. Une activité c'est un choix individuel, pas seulement pour le travail, mais pour déployer ses facultés et son intelligence.

Vous savez, les générations antérieures n'ont pas toujours été salariées. Au 18^e siècle, au moment de la révolution industrielle, il y a eu la même transition. Nous assistons, avec les technologies modernes de la communication, la société de l'information et la mondialisation des activités économiques, à une nouvelle révolution des conditions de l'activité économique.

Le Devoir: Mais n'est-ce pas les marxistes qui nous parlaient, il n'y a pas si longtemps, de la libération du salariat?

Raymond Barre: *Attention! Les marxistes en parlaient en termes de lutte des classes. Je crois qu'il vaut mieux raisonner en termes de coopération entre les groupes sociaux. Ceci dit, la libération du salariat, c'est en réalité l'épanouissement de l'homme, qui retrouve une plus grande aptitude, un plus grand champ d'opportunités pour les activités qu'il veut créer.*

Le Devoir: Fort bien. Mais j'entends déjà les jeunes chômeurs qui vous diront: «Vous avez eu les emplois bien payés, à nous les petits boulots!»

Raymond Barre: *Les jeunes savent très bien que lorsqu'ils veulent travailler, ils trouvent du travail. Il ne faut surtout pas qu'ils vivent avec l'idée que leur travail sera semblable au travail de leurs parents, que leurs conditions de travail seront les mêmes que celles qui existaient en 1940 au Canada ou en 1946 en France. Ils doivent faire preuve d'imagination créatrice pour se mettre en quête d'un emploi, ne pas attendre, parce qu'ils viennent d'avoir un diplôme, que l'emploi leur tombe du ciel. Un emploi, une activité, cela se cherche.*

Le Devoir: La France est pourtant un pays où l'obtention d'un diplôme est longtemps allée de pair avec celle d'un emploi.

Raymond Barre: *Ce qui est une catastrophe! Nous sommes en train d'en subir les conséquences. Un diplôme n'a jamais garanti l'intelligence d'un homme. Il y a beaucoup de crétiens qui sont couverts de diplômes et qui sont incapables d'en faire le moindre usage dans la vie. Il y a des gens qui sont sans diplômes, qui réussissent et qui deviennent de grands chefs d'entreprise.*

L'école doit par conséquent changer ses objectifs et ses méthodes. Elle ne doit plus fournir des élèves adaptés une fois pour toute à une carrière ou un métier. Elle doit former des hommes sans cesse adaptables et qui puissent répondre à cette mobilité qui est aujourd'hui la condition de l'activité humaine. Je lisais récemment des études sur des ouvriers qui, en se qualifiant davantage au sein de leur entreprise, avaient vu disparaître leur premier emploi et en avaient acquis un second.

Le Devoir: À quoi sert, dans ce contexte, la réduction du temps de travail?

Raymond Barre: *La réduction de la durée du travail est une illusion. Il est vrai que le progrès économique s'accompagne d'une réduction de la durée du travail. En France, par exemple, on travaillait 48 heures par semaine en 1950, et 39 heures aujourd'hui. Mais lorsque M. Mitterrand a voulu passer à 35 heures, il a échoué! On ne partage pas le temps de travail. Ou alors, je veux bien que l'on partage le temps de travail à condition que l'on partage le revenu. Mais ceux qui veulent partager le temps de travail sans partager le revenu n'y parviendront jamais.*

C'est un problème qui doit se régler au sein de l'entreprise. Pourquoi avoir une durée hebdomadaire du travail, alors que tout le monde sait qu'il serait bien plus facile de faire face aux problèmes d'aujourd'hui avec une durée annuelle que l'on répartirait ensuite à sa guise?

Le Devoir: Le plein emploi n'est donc pas un rêve à enterrer?

Raymond Barre: *Certes, aujourd'hui, la situation n'est pas toujours aussi rose que dans le passé. Mais dans le passé, le plein emploi était souvent artificiel. Nous payons par le chômage ce plein emploi artificiel entretenu par l'inflation et la protection. Entre un passé où l'emploi était artificiel et un présent où les conditions de l'activité sont nouvelles, il est normal qu'il y ait un certain nombre de frictions. Mais cela ne veut pas dire que les gens sont condamnés pour l'éternité à rester dans l'oisiveté.*



PHOTO ARCHIVES

Celui qui fut, en 1979, le premier chef de gouvernement français à se rendre en visite officielle au Québec n'a jamais quitté la scène politique.



**L'Université de Montréal souhaite la bienvenue
à tous les participants des Neuvièmes
Entretiens Jacques Cartier.**

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

Les centres d'excellence

Des domaines dans lesquels le Québec et la région Rhône-Alpes se distinguent par l'expertise et l'avancement de la recherche

MARIE-ANDRÉE
CHOUINARD
LE DEVOIR

Tout le monde le dit: l'originalité des Entretiens Jacques Cartier tient à la grande diversité de ses colloques. Plutôt que de réunir des spécialistes autour d'une seule et même question, les Entretiens s'éparpillent, donnent dans la pluralité et s'assurent ainsi un vaste bassin d'intéressés.

Mais comment choisir? Chaque année, un «bureau» composé de dix personnes effectue la sélection des colloques selon une quadruple logique: ainsi, ils choisissent d'abord des thèmes illustrant ce qu'Alain Bideau, directeur et organisateur en chef des Entretiens, appelle des «centres d'excellence rhônalpins et québécois», d'autres touchant la société, les domaines culturels et enfin le secteur économique.

«Lorsqu'ils regardent la liste des colloques, beaucoup de gens ne comprennent pas pourquoi il y a de tout et ils se disent: "Mais c'est une véritable auberge espagnole tout ça, ça part dans tous les sens!", explique Alain Bideau. Mais moi, je trouve qu'au contraire, il y a une véritable logique derrière tout ça.»

Une fois qu'on a choisi les futurs colloques, il ne reste plus qu'à y inviter «la crème de la crème». «C'est simple, poursuit M. Bideau, nous dressons une liste des sommités dans le domaine concerné et nous les invitons, et habituellement ça fonctionne.» Des responsables québécois et français gèrent l'organisation des colloques selon un canevas proposé par le comité directeur du Centre Jacques Cartier, à Lyon.

Cette année, dans la catégorie «centres d'excellence» — «qui reflètent des domaines dans lesquels à la fois le Québec et la région Rhône-Alpes se distinguent par l'avancement de leur recherche et l'expertise qu'ils ont à offrir» —, les colloques intéresseront sans nul doute les esprits avertis.

Inforoute

«Réglementer les inforoutes? Quand, pourquoi, comment et par qui? Perspectives nord-américaines et



PHOTO ARCHIVES

Le colloque sur le sida abordera entre autres les applications de nouvelles stratégies thérapeutiques.

mondiales» s'intéressera principalement aux «règles du jeu» liées au développement technologique dans le domaine des télécommunications.

Réunissant à la fois des représentants de l'industrie (Bell Québec y a manifesté un des plus grands inté-

rêts) et de l'université (la faculté de droit de l'Université de Montréal), ce colloque et ses conférenciers invités s'interrogeront principalement sur les éventuels paradigmes réglementaires que l'on devra inventer afin de «permettre aux technologies de l'informa-

tion de s'épanouir en harmonie avec la société.»

Le colloque s'arrête d'abord sur les changements auxquels devront s'ajuster entreprises, laboratoires universitaires et gouvernements — quel type de réglementation adopter? — à cause de l'avènement de l'inforoute. Il explorera ensuite les diverses facettes de la réglementation et les différents visages qu'elle pourrait prendre: «autoréglementation, recours au droit commun, approches contractuelles, économiques et supranationales.»

Sida

Le deuxième colloque aborde un sujet tout à fait d'actualité et rassemble les plus grands spécialistes mondiaux en la matière: «Pathogénèse du sida: rôle des facteurs viraux et de l'hôte», sous la direction scientifique, à Montréal, notamment d'Eric A. Cohen, professeur et directeur du laboratoire de rétrovirologie humaine à l'Université de Montréal.

Cette réunion de grands spécialistes de la question insistera davantage sur l'importance, afin de trouver un vaccin permettant d'enrayer la pandémie, de connaître davantage les phénomènes «immunologiques, virologiques et cliniques associés à la primo-infection». Le colloque, lancé dans un esprit multidisciplinaire, abordera entre autres «les applications de nouvelles stratégies thérapeutiques, mises dans le contexte des facteurs de l'hôte et du virus».

Dans cette catégorie, un dernier colloque, très spécialisé, s'intitule «Structure et dynamique fonctionnelle des protéines». Réunissant des participants issus de laboratoires de biologie structurale, biochimie, médecine et informatique, ce colloque explorera l'univers des protéines dans un esprit purement médical. Les conférenciers aborderont ainsi la question sous un aspect pharmacologique, explorant la structure et les fonctions des protéines, et on y étudiera notamment la structure des protéines du virus d'immuno-déficience humaine (VIH).

La culture aussi

Le Centre Jacques Cartier de Lyon reçoit son lot d'artistes québécois

MARIE-ANDRÉE
CHOUINARD
LE DEVOIR

En plus de toucher les cordes scientifiques, économiques et sociales, les Entretiens Jacques Cartier étendent leurs ramifications jusqu'aux sphères culturelles. Toujours soucieux de réunir, l'espace de quelques jours, des spécialistes de divers horizons, Alain Bideau se fait un devoir — et un plaisir — de faire de la culture un *must* à l'agenda des Entretiens.

Le Centre Jacques Cartier, en quelque sorte le point de départ des Entretiens annuels, a d'ailleurs reçu son lot d'artistes québécois, les échanges entre la région Rhône-Alpes et le Québec allant bien au-delà des missions scientifiques auxquelles le Centre Jacques Cartier est surtout associé.

Dans le cadre des «Activités culturelles du Centre Jacques Cartier», le directeur Alain Bideau a ainsi ouvert sa porte à l'auteur et dramaturge Michel Tremblay — sa pièce *C'est à ton tour Laura Cadieux* a d'ailleurs été jouée à Lyon à l'initiative de M. Bideau —, au compositeur québécois Gilles Tremblay, au pianiste Marc-André Hamelin et au chanteur Richard Desjardins.

Nouveaux lieux de culture

Cet automne, les thèmes à sauveur culturelle occupent une place de choix au calendrier des Entretiens. «Les nouveaux lieux culturels» insiste particulièrement sur le fait qu'aujourd'hui, «une nouvelle attitude se dessine, qui ne vient pas en opposition à l'action des institutions artistiques» telles que nous les avons sur le tout connues au cours des trente dernières années (opéras, musées, maisons de la culture, auditoriums, etc.) «mais bien au contraire en complémentarité».

Avec des participants tels le Cirque du soleil, l'Ecomusée du Fier Monde,



PHOTO PC

Le dramaturge québécois Michel Tremblay présentait récemment une de ses pièces à Lyon, à l'initiative d'Alain Bideau.

L'Usine C et l'École des hautes études commerciales, entre autres, le colloque s'intéresse à cette nouvelle catégorie de lieux culturels qui «servent de décor à des aventures culturelles». «Ces espaces en friche, résultant du déclin industriel et marchand (vieilles usines, entrepôt, marché couvert, gare, péniche, etc.), se prêtent à toutes les aventures.» Voilà donc l'occasion d'échanger sur des projets de ce type existant ici ou en Europe et d'approfondir la réflexion en ce qui a trait à l'originalité de tels endroits.

«La société et le musée: l'une change, l'autre aussi» explorera le parallèle qui existe entre une société en mutation et les répercussions ressenties jusque dans les musées. «Avec des subventions de plus en plus difficiles à obtenir, avec une concurrence de plus en plus vive des autres produits touchant la culture et le loisir, il faut faire plus, et mieux, avec moins. Il faut avoir tous les talents, toutes les audaces, sans pour autant dévier de sa mission.»

Le Centre canadien d'architecture, la ministre de la Culture et des Communications du Québec, le Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière, du côté québécois, lanceront donc une réflexion, notamment sur le rôle éducatif des musées, la définition des publics, l'évolution technologique et son influence jusqu'au musée.

Seul colloque tenu dans la ville de Québec plutôt qu'à Montréal, «Fluve et patrimoine» rappellera l'importance du fleuve comme «témoin vivant» de l'histoire des civilisations. Dans une optique non seulement actuelle mais également orientée vers l'avenir, comment doit-on gérer les fleuves? Ports, transport fluvial, barrages, écosystèmes, l'ensemble des thèmes favoriseront une réflexion où on insistera principalement sur l'importance d'atteindre un équilibre entre la mise en valeur et la conservation, «deux pôles essentiels au patrimoine fluvial».



PHOTO ARCHIVES

Le chanteur Richard Desjardins a été lui aussi invité dans le cadre des activités culturelles du Centre Jacques Cartier.

Un juste reflet de la société

«Les questions sociales sont celles qui nous touchent directement dans la vie de tous les jours»

MARIE-ANDRÉE
CHOUINARD
LE DEVOIR

Juste reflet de la société, la série de colloques abordant des thèmes sociaux est sans nul doute la plus volumineuse. Alain Bideau insiste: «Je trouve cela essentiel d'aborder les questions sociales, celles qui nous touchent le plus directement dans la vie de tous les jours. J'essaie donc de toujours avoir des colloques qui posent certains de ces grands problèmes de société avec lesquels nous vivons, que nous soyons en France ou au Canada.»

Secteur hospitalier

Alors que nous plongeons tête première dans le virage ambulatoire et que les hôpitaux sont en période de grande mutation, tant chez nous que chez nos cousins européens, les instigateurs des Entretiens Jacques Cartier suggèrent des thèmes tout à fait éloquentes en ce qui a trait à tout ce qui se passe actuellement dans le secteur hospitalier. «Ville, pauvreté et santé: modes de compréhension et de gestion», organisé, du côté mont-réalais, par le département de sociologie de l'Université de Montréal (UdeM). Le colloque se propose d'étudier, dans une optique tant française que québécoise, les modes de connaissance des problèmes de santé liés à la montée de la pauvreté urbaine, en plus des formes d'action entreprises pour faire face à ces problèmes de santé. Chercheurs et représentants du secteur de la santé seront appelés à partager leur vision des choses.

«L'hôpital de demain: quels seront ses rôles?» — le titre parle à lui seul — cherchera à savoir pourquoi la transformation des systèmes de soins est si difficile à réaliser. «Il permettra d'identifier les principaux verrous sur lesquels il faut agir pour véritablement enclencher la transformation de ces établissements.»

Le vieillissement de la population «revisité»

Un autre colloque, intitulé «Le vieillissement des populations revisité», s'intéresse à une question des plus actuelle. On y considérera entre autres choses les rôles familiaux, les ressources économiques, les liens sociaux, les échanges intergénérationnels, les dimensions juridiques et éthiques, la santé et les pratiques de consommation de cette population sans cesse grandissante.

«L'Union européenne de l'an 2000: défis et perspectives» ouvrira la discussion sur le fait que l'Europe, «si elle veut survivre aux effets du plus

gros élargissement de son histoire, devra revoir ses institutions et, idéalement, renforcer sa solidarité.»

Un autre colloque abordera les «effets des campagnes électorales» en Grande-Bretagne, au Canada, en Allemagne, au Québec et en France, démontrant que les électors sont «fluctuants et que rien n'est décidé d'avance» dans l'histoire de ces élections. Quels sont les effets des campagnes électorales et quelles sont les meilleures méthodologies permettant d'étudier ces effets?

Dans une perspective plus littéraire associée à la société, le colloque «Récit et connaissance» s'intéresse aux nouveaux récits (biographies, témoignages, écrits journalistiques et narrations) qui semblent avoir retrouvé «le droit de cité dans le champ culturel».

«Mesurer et maîtriser les effets externes du transport», «Les nouvelles infrastructures urbaines à l'heure du développement durable», «Les méthodes formelles et leurs applications en télécommunications, systèmes VLSI et système de contrôle-commande temps réel» et «Surfaces et interfaces des matériaux avancés» complètent cette vaste catégorie aux sujets plus que diversifiés.



PHOTO ARCHIVES

Le colloque sur le vieillissement des populations aborde une question d'une grande actualité.

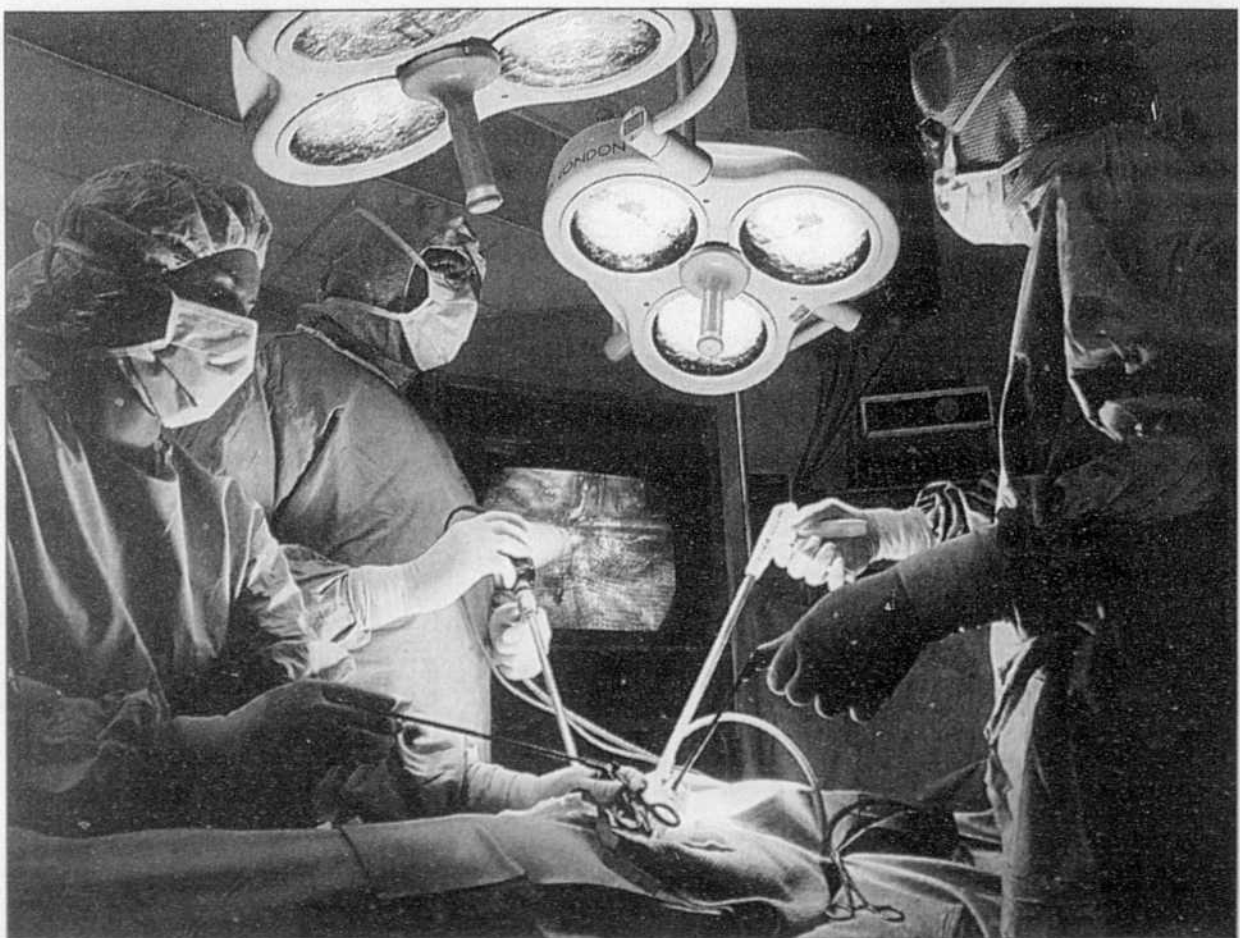


PHOTO ARCHIVES

Chercheurs et représentants du secteur de la santé seront appelés à partager leurs visions respectives des choses.

Les enjeux de l'emploi

«À la recherche de solutions au chômage»

MARIE-ANDRÉE
CHOUINARD
LE DEVOIR

Au programme des Entretiens Jacques Cartier, un seul colloque dit économique, mais un de taille. S'attaquant à un problème crucial à la fois en France et au Québec — le chômage —, le colloque «Les enjeux de l'emploi: à la recherche de solutions au chômage» risque d'en intéresser beaucoup par les temps qui courent.

Il s'agit du deuxième volet d'une réflexion entreprise l'an dernier à Lyon, lors des huitièmes Entretiens, puisqu'on y avait également abordé la question des enjeux de l'emploi. On avait alors mis davantage l'accent sur la valeur du travail salarié dans une perspective historique et économique et sur les expériences innovatrices d'entreprises en matière de gestion de l'emploi.

Cette année, le colloque est placé sous la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec et organisé en collaboration notamment avec l'École des hautes études commerciales, le Mouvement des caisses Desjardins, le Forum pour l'emploi, la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre, le bureau fédéral de développement régional et le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec.

Au programme cette année: mondialisation, technologie et organisation du travail, réaménagement du temps de travail, évolution des emplois et des qualifications, entrepreneurship et travail autonome, formation et développement de la main-d'œuvre et place des valeurs sociales dans la conception d'une stratégie de création d'emploi.

Jean-Claude Scraire, p.-d.g. de la Caisse de dépôt et placement du Québec, suivra le colloque avec une attention toute particulière. «Le sujet est tout à fait pertinent à l'heure actuelle et il nous permet de voir la forêt plutôt que d'avoir le nez collé sur chacun des

arbres, explique-t-il. Nous aurons donc une recherche intellectuelle et analytique qui porte sur l'ensemble de la situation et qui permettra peut-être de dégager des pistes et peut-être même des solutions. Si on pouvait en dégager ne serait-ce que trois ou quatre, mais qui soient bien concrètes et réalisables, ce serait intéressant.»

Les représentants d'entreprises mais aussi quelques personnalités du monde politique partageront leurs visions des choses en ce qui a trait au criant problème du chômage. L'ancien premier ministre de France, aujourd'hui député-maire de la ville de Lyon, Raymond Barre, et aussi l'ex-premier ministre du Québec, Pierre Marc Johnson, y feront une apparition sans doute très remarquée.

Un colloque
qui se
tiendra sous
la direction
de la
Caisse
de dépôt
et placement
du Québec

«J'ai accepté de participer à ce colloque parce qu'il touche un sujet qui m'apparaît central aujourd'hui», explique Pierre Marc Johnson. «Ça vaut la peine de faire l'effort d'encadrer la réflexion sur les conséquences de la mutation dramatique de l'économie. Je dis dramatique, parce que ça l'est pour bien des gens qui sont sur le marché du travail et dont la formation ne leur permet pas de s'adapter facilement aux changements, [et ça l'est aussi] pour les nouvelles générations qui arrivent dans un monde beaucoup plus fluide et où la multiplicité des emplois au cours d'une carrière devient la règle. C'était l'exception pour les gens de ma génération et nous avons une responsabilité de réflexion autour de ces enjeux, il faut essayer de temps en temps de contribuer aux solutions puisqu'on a créé le problème.»

L'allocation de M. Johnson terminera le colloque et il conclura les travaux «avec le point de vue du rôle de l'État». [...] À la lumière de ce qu'il aura entendu pendant les deux journées du colloque, il tentera de «journaliser des éléments de synthèse et de perspective d'un point de vue de ce que ça serait si j'étais au gouvernement. J'ai la chance de ne pas y être, ce qui me donnera un peu plus de liberté! Je pourrai parler un peu plus à cœur ouvert sur ce sujet.»